

L'essoufflement du modèle économique réunionnais hérité de la départementalisation : Faut-il s'en inquiéter ?

Jean-François Hoarau,
Professeur des universités en sciences économiques, CEMOI,
Université de La Réunion

Séminaire « Développement économique et politique de la ville »,
28 et 29 juin 2018, Grand Bois, Saint-Pierre

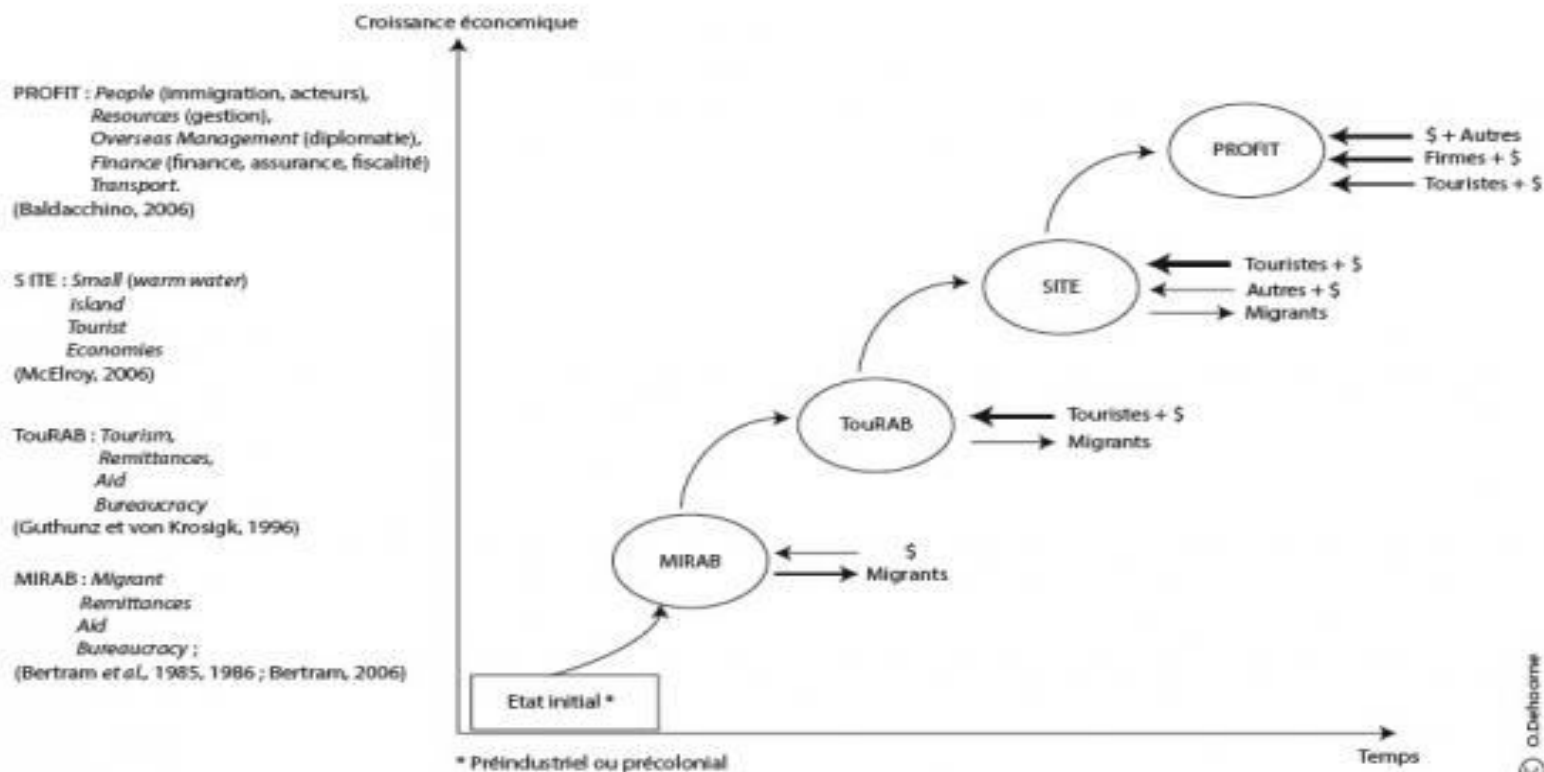
Le monde insulaire : des performances différenciées selon le modèle adopté

□ Trois catégories de modèles distincts identifiées dans la littérature

- Le MIRAB (« Migrant, Remittances, Aid and Bureaucracy ») (Bertram et Watters, 1985)
 - ✓ Le rôle fondamental des transferts de fonds de la population émigrée et de l'Etat
 - ✓ Le poids important du secteur public, des importations et de la construction
 - ✓ Une évolution avec le début d'une activité touristique essentiellement alimentée par la diaspora : le modèle TOURAB (« Tourism, Aid and Bureaucracy »)
- Le SITE (« Small Island Tourist Economy ») (McElroy, 2003)
 - ✓ La spécialisation touristique comme le moteur quasi-exclusif de l'économie
 - ✓ Le dynamisme du secteur privé appuyé par une législation et des transferts publics externes pro-tourisme
- Le PROFIT (« People, Ressources, Overseas Management, Finances and Transport ») (Baldacchino et Milne, 2000)
 - ✓ Des économies diversifiées avec un poids prépondérant du tourisme haut de gamme et de la finance
 - ✓ Le rôle décisif de la compétence politique : la capacité politique à obtenir des avantages asymétriques de la métropole et en même temps de dessiner une trajectoire autonome de développement économique

❑ Des performances très différentes en matière de développement économique

- Un avantage certain pour le modèle PROFIT (Bertram et Poirine, 2007)
 - ✓ Particulièrement pour la combinaison tourisme haut de gamme et finance offshore
 - ✓ L'élément moteur : la flexibilité stratégique (la capacité à muter rapidement vers une nouvelle spécialisation) permise par le statut de juridiction autonome
- La trajectoire d'évolution d'une petite économie insulaire (Dehoorme, 2014)



Le modèle économique réunionnais

→ Du MIRAB « avancé » avec la version « ARABE » (Aide, Rente administrative et bureaucratie d'Etat) (Poirine, 1993)

- ❑ La départementalisation et les transferts financiers publics massifs en provenance de la métropole et de l'Europe
 - Développement des infrastructures
 - Rattrapage social
 - Structuration de l'appareil administratif public
- ❑ Une politique d'émigration active dans les années 1960 et 1970 avec le BUMIDOM
 - Un solde migratoire négatif jusqu'au début des années 1980 qui s'arrête avec le rattrapage social
 - La constitution d'une diaspora en métropole et les effets du tourisme affinitaire
- ❑ La nécessité de protéger les secteurs productifs domestiques
 - Le secteur traditionnel du sucre avec la Politique Agricole Commune européenne
 - La stratégie d'import-substitution pour favoriser l'émergence d'un secteur industriel à partir du début 1980 et la mise en place d'un système de protection (octroi de mer, subventions diverses)

Pour quels résultats économiques : entre miracle et incomplétude

→ la performance d'un modèle économique se juge à l'aune de sa capacité à créer de la richesse, à éradiquer la pauvreté et à réduire les inégalités

□ La situation de départ : au sortir de la période coloniale, parmi les territoires les plus pauvres du monde

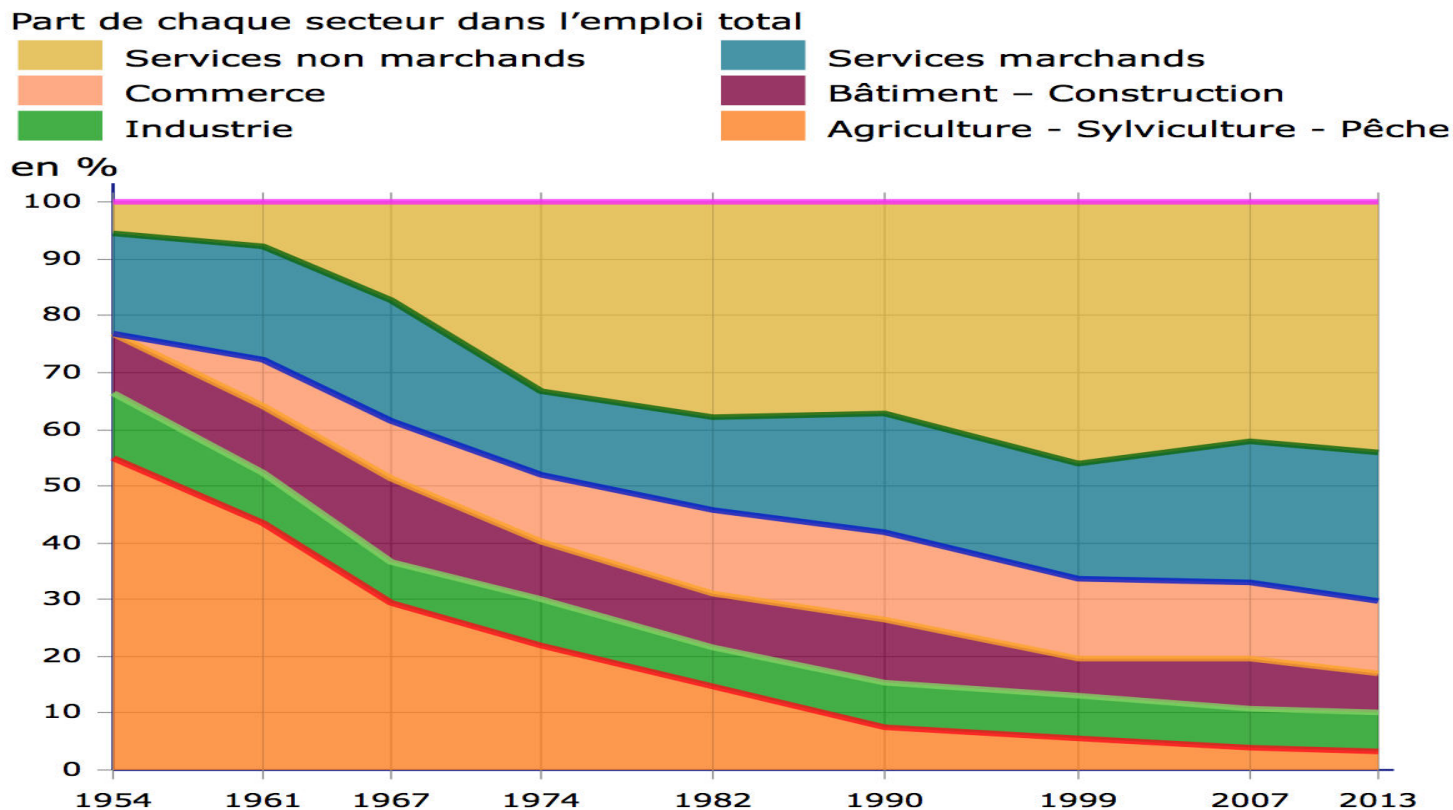
→ le passage du « cyclone 48 » sur une économie coloniale à l'agonie suite au blocus anglais pendant la seconde guerre mondiale

« C'est une île malade, avec une population impaludée à 95%, détenant le record national de consommation d'alcool par tête d'habitant (5,41 litres contre 2,61 litres de moyenne nationale), ravagée par les maladies de la misère persistante : la lèpre, la tuberculose, la typhoïde, la syphilis qui constituent l'ombre couvée de la pauvreté » (Rapport Jean Finance, 1948).

- Une situation sanitaire catastrophique (un taux de mortalité infantile de plus 100 pour mille)
- Un niveau d'éducation très faible (75% d'analphabétisme)
- Une société très inégalitaire (80% de la population pauvre)

- La situation actuelle : un progrès réel à tous les niveaux (Sorain, 2016)
 - Le passage d'une économie agricole qui peine à nourrir ses habitants à une économie moderne, salariée et tertiaire

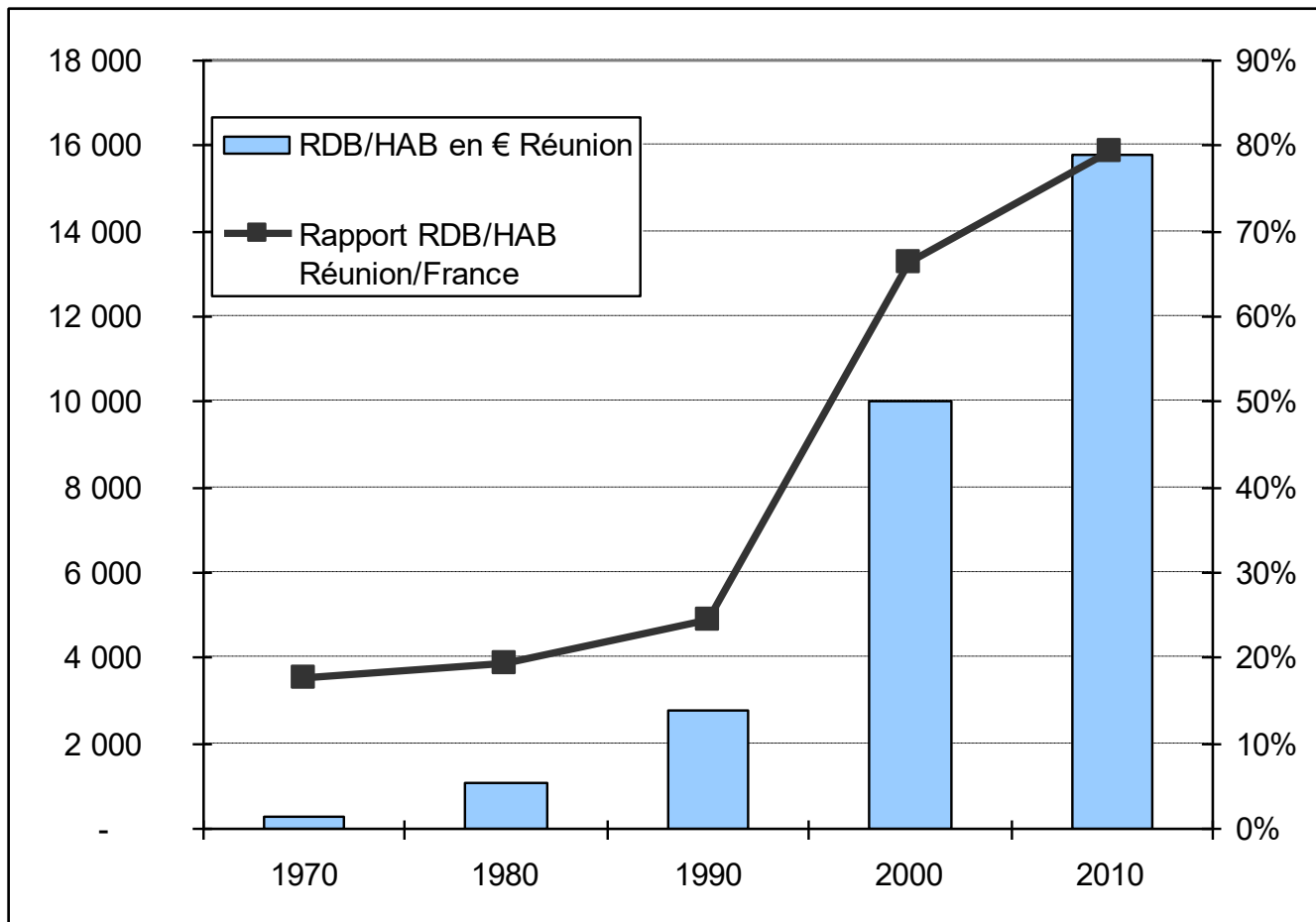
Répartition de l'emploi par secteur d'activité à La Réunion



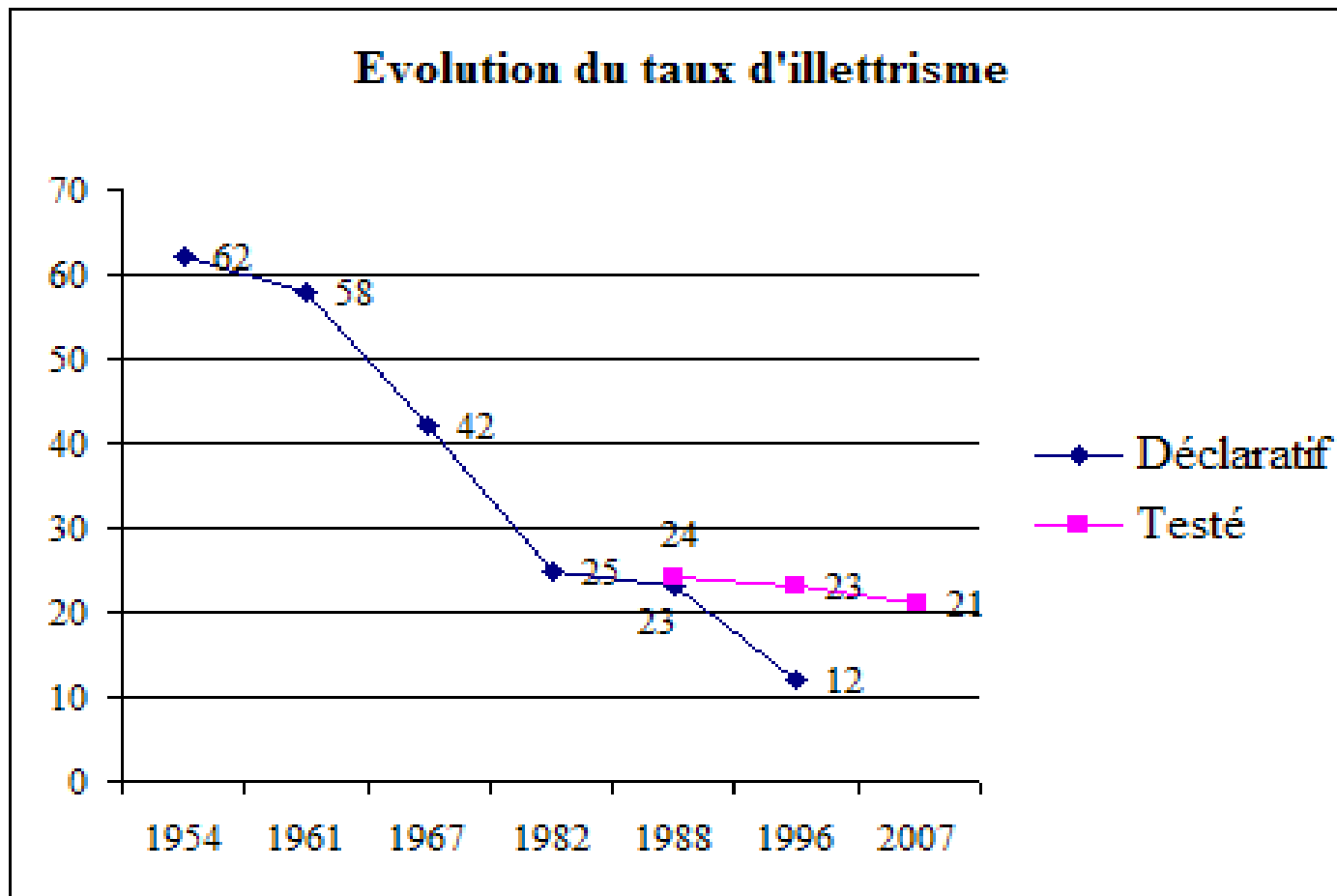
Source : Insee, Recensements de la population de 1954 à 2013

- La hausse très forte du pouvoir d'achat et du niveau de vie permettant l'apparition d'une société de consommation moderne

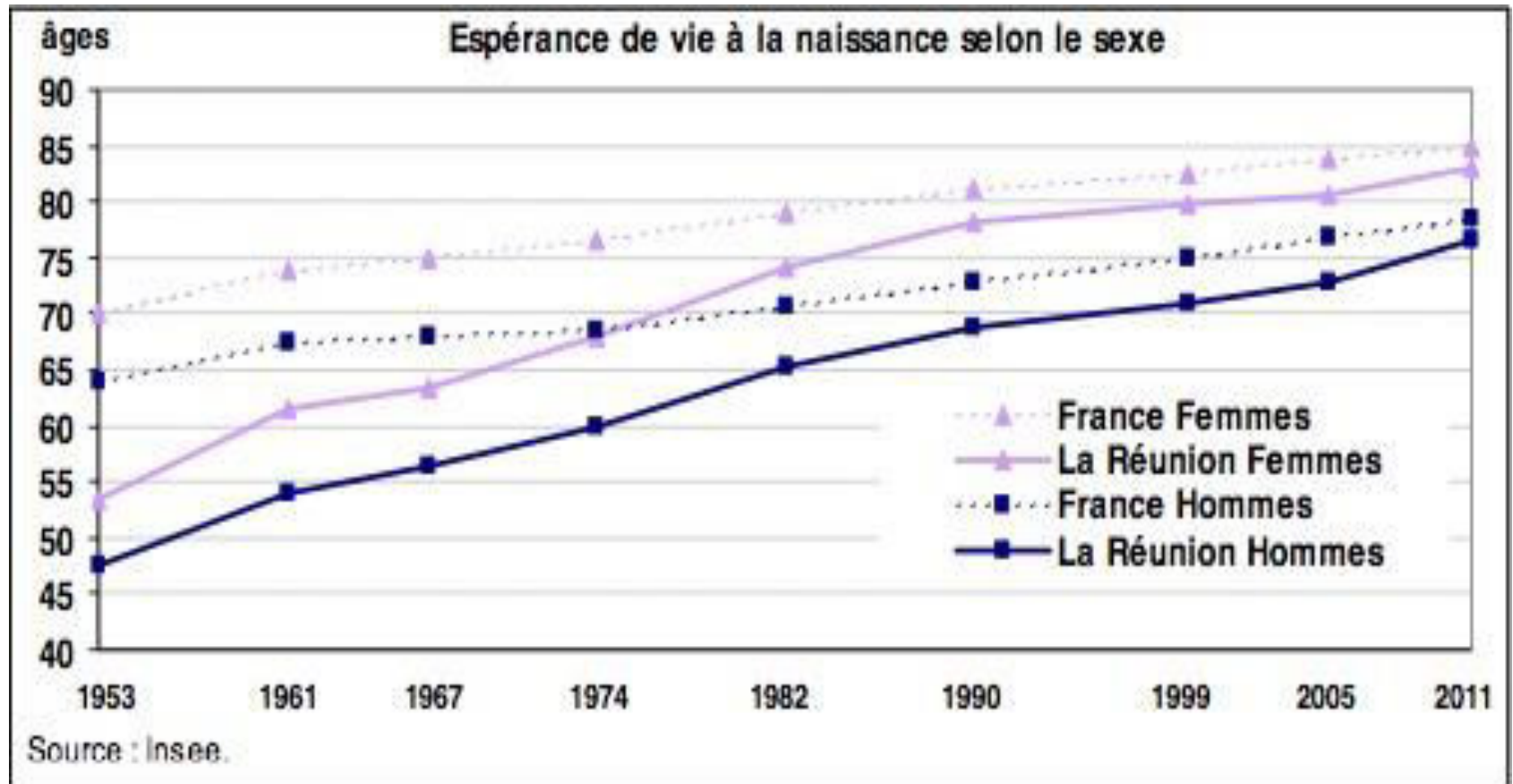
Revenu disponible brut par habitant pour La Réunion



- Une forte progression de la scolarisation, de l'alphabétisation et la diversification des filières

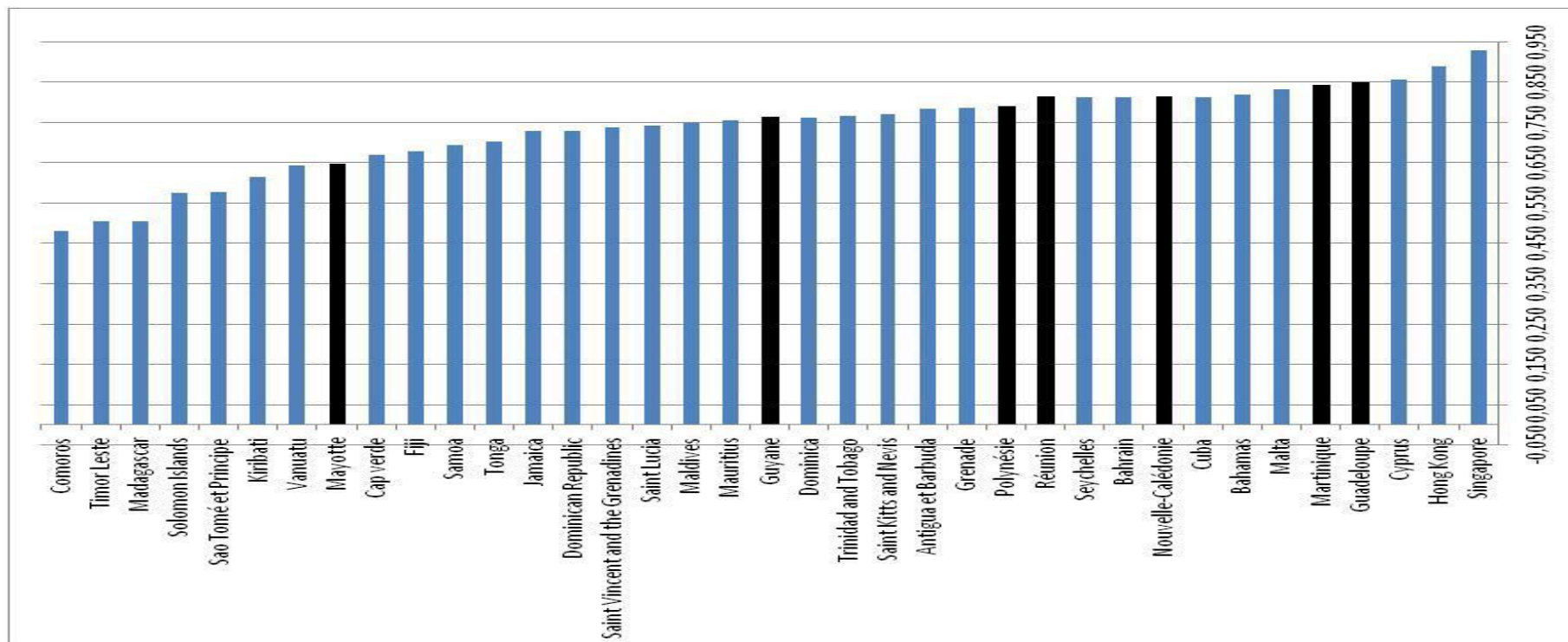


- Des progrès sanitaires incontestables
 - ✓ Un système complet de sécurité sociale
 - ✓ Un système médical moderne



- Le développement des équipements individuels et collectifs au service du territoire (écoles, routes, ports, aéroports, équipement sportifs et culturels, ...)
- Une amélioration considérable des logements et des conditions d'habitation en général
 - en 1950, 28% des logements sont en dur, 12% bénéficient de l'électricité et 10% de l'eau courante
- Et plus généralement un niveau de développement humain élevé (46^{ème} mondial en 2010)

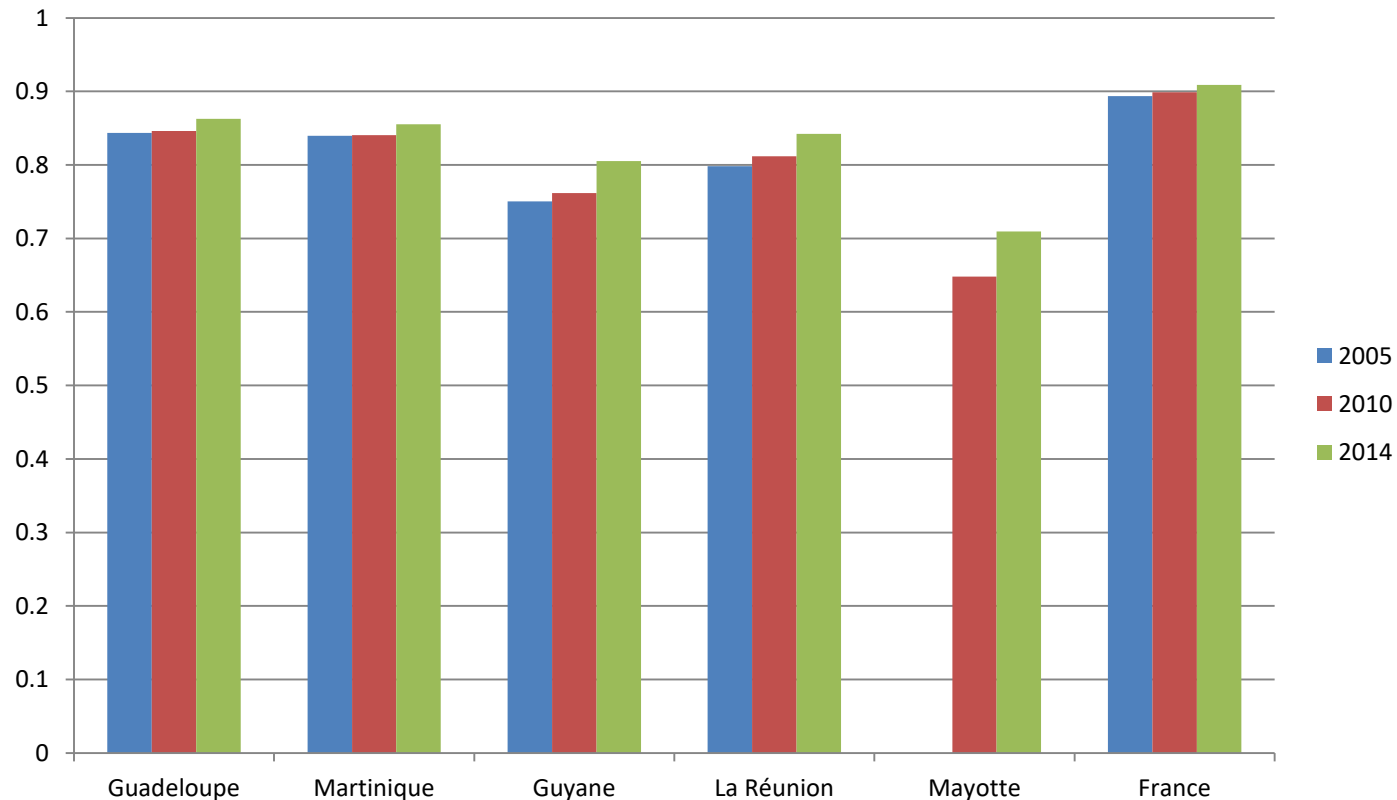
Indice de développement humain, année 2010



❑ Mais un processus largement inachevé : encore des progrès importants à réaliser

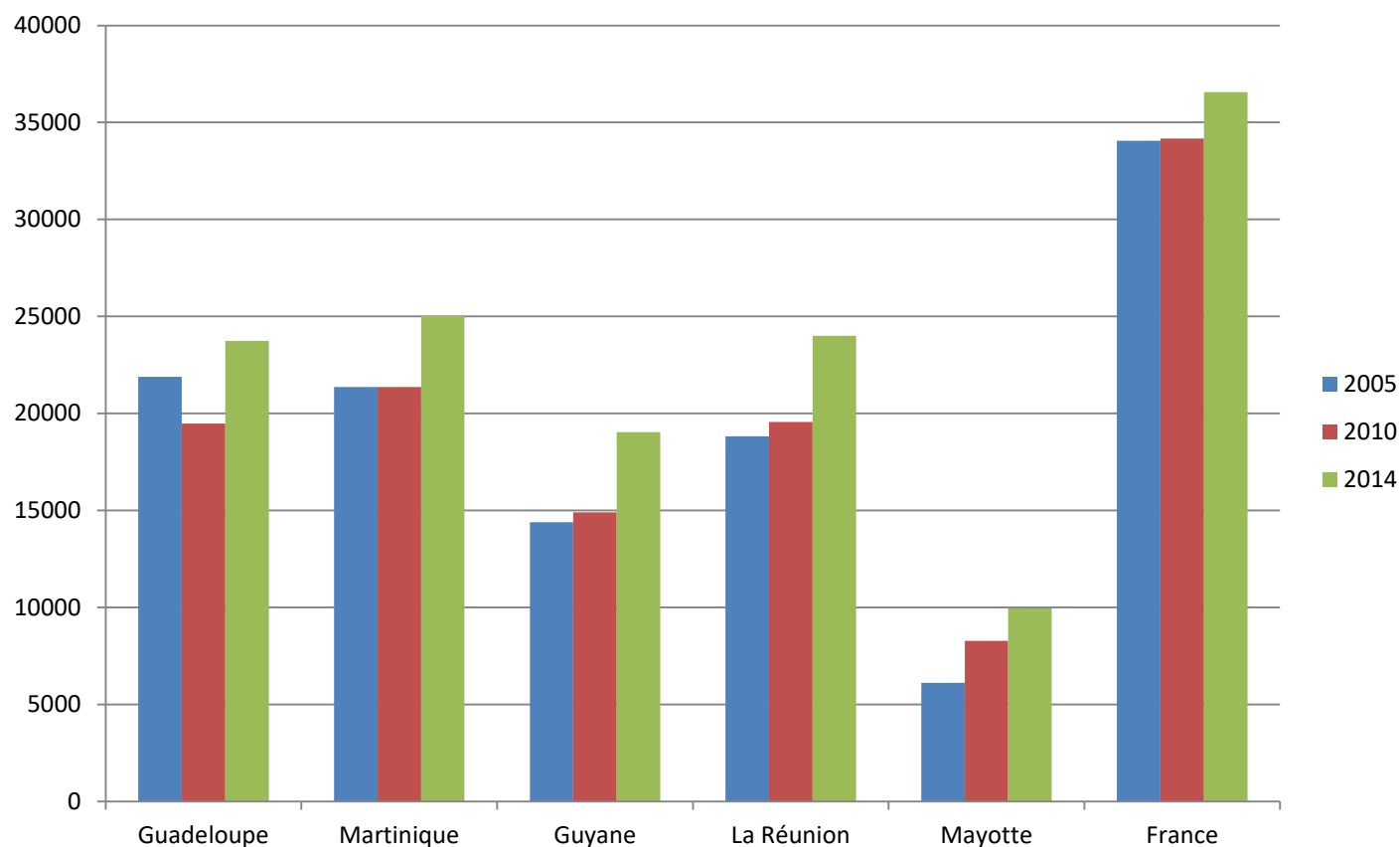
- Des inégalités criantes par rapport à la métropole
 - ✓ Encore 15 à 20 ans de retard en termes de développement humain

L'IDH pour les DOM et la métropole, années 2005, 2010, 2015



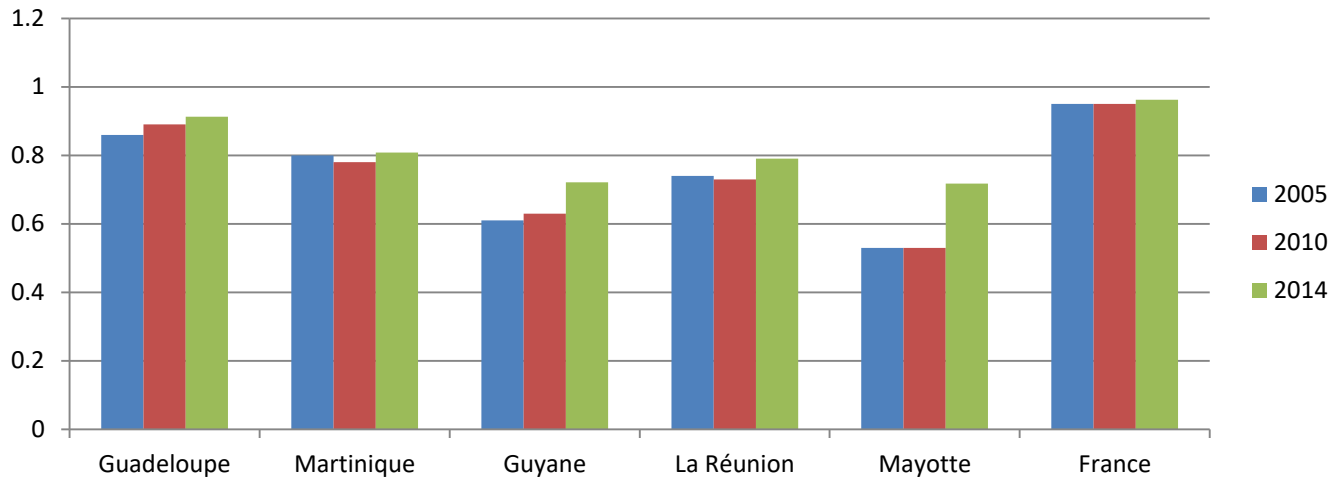
- ✓ Des écarts particulièrement prononcés en termes de revenus et de niveaux de vie (à peine 65% du niveau métropolitain)

Le PIB réel par habitant en us dollar PPA pour les DOM et la métropole, années 2005, 2010, 2014

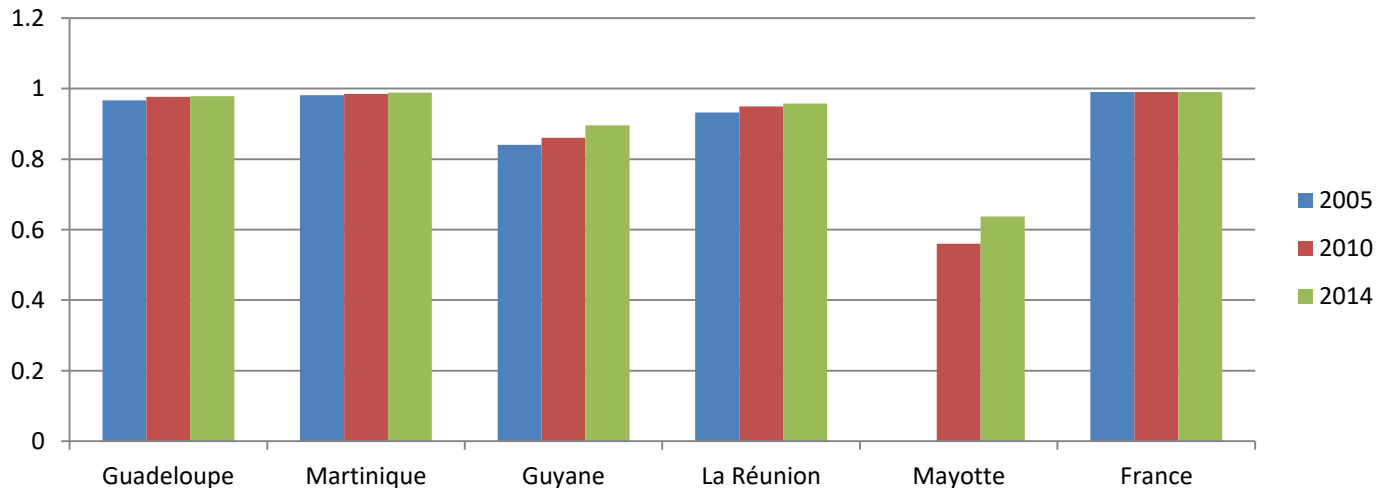


- ✓ Un rattrapage insuffisant en termes d'éducation : 23% d'illettrisme contre 7%, 5% d'analphabétisme contre 1%, 4000 jeunes sortant chaque année du système scolaire sans diplôme, seulement 19% de diplômés du supérieur

Le taux brut de scolarisation pour les DOM et la métropole, années 2005, 2010 et 2013

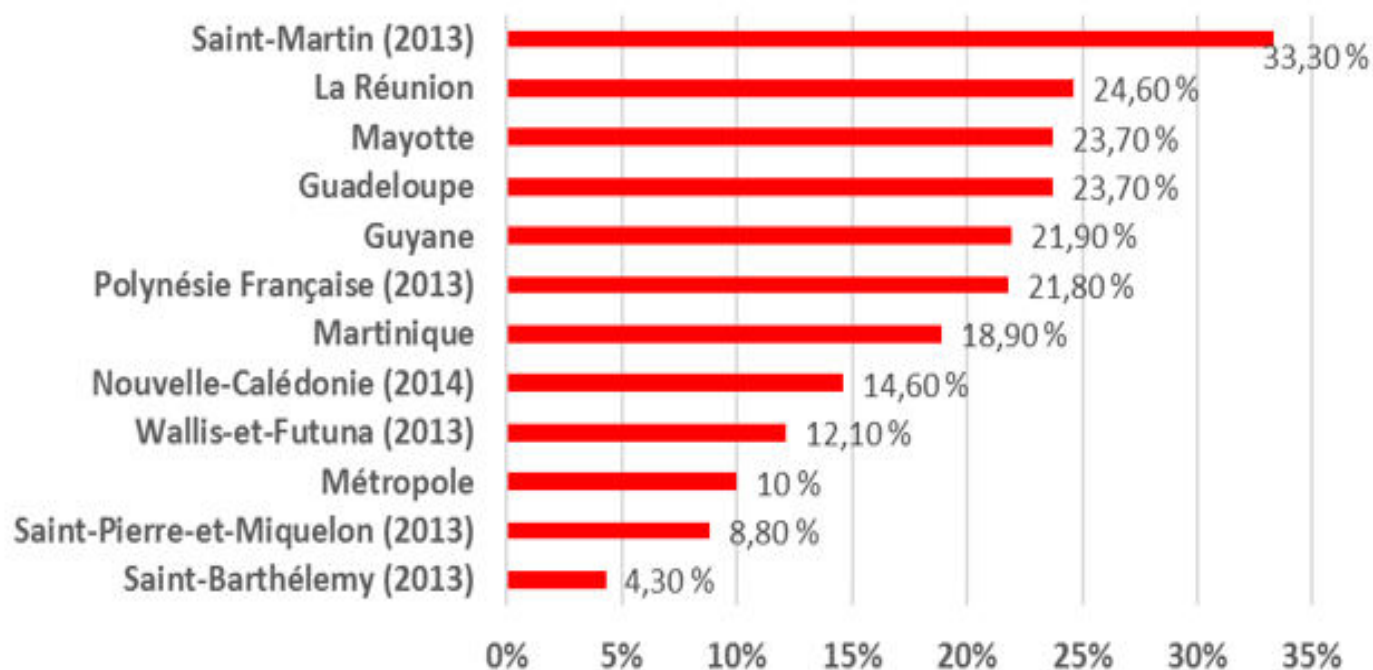


Le taux d'alphabétisation des adultes pour les DOM et la métropole, années 2005, 2010, 2013



- ✓ Un chômage historiquement élevé malgré des décennies de croissance économique forte et des politiques actives pour l'emploi : 24,60% au sens du BIT mais proche de 40% si on tient compte du halo

Taux de chômage en 2015



Source : Observatoire de l'outre-mer, CEROM, IEDOM

- ✓ Une pauvreté monétaire encore bien présente
 - trois fois plus élevée qu'en France métropolitaine découlant principalement du manque d'emplois et de revenus d'activité associés

Pauvreté monétaire à La Réunion et en métropole, année 2014

	Taux de pauvreté	revenu médian	Taux d'emploi
Réunion	40	1150	45
France	14	1640	64

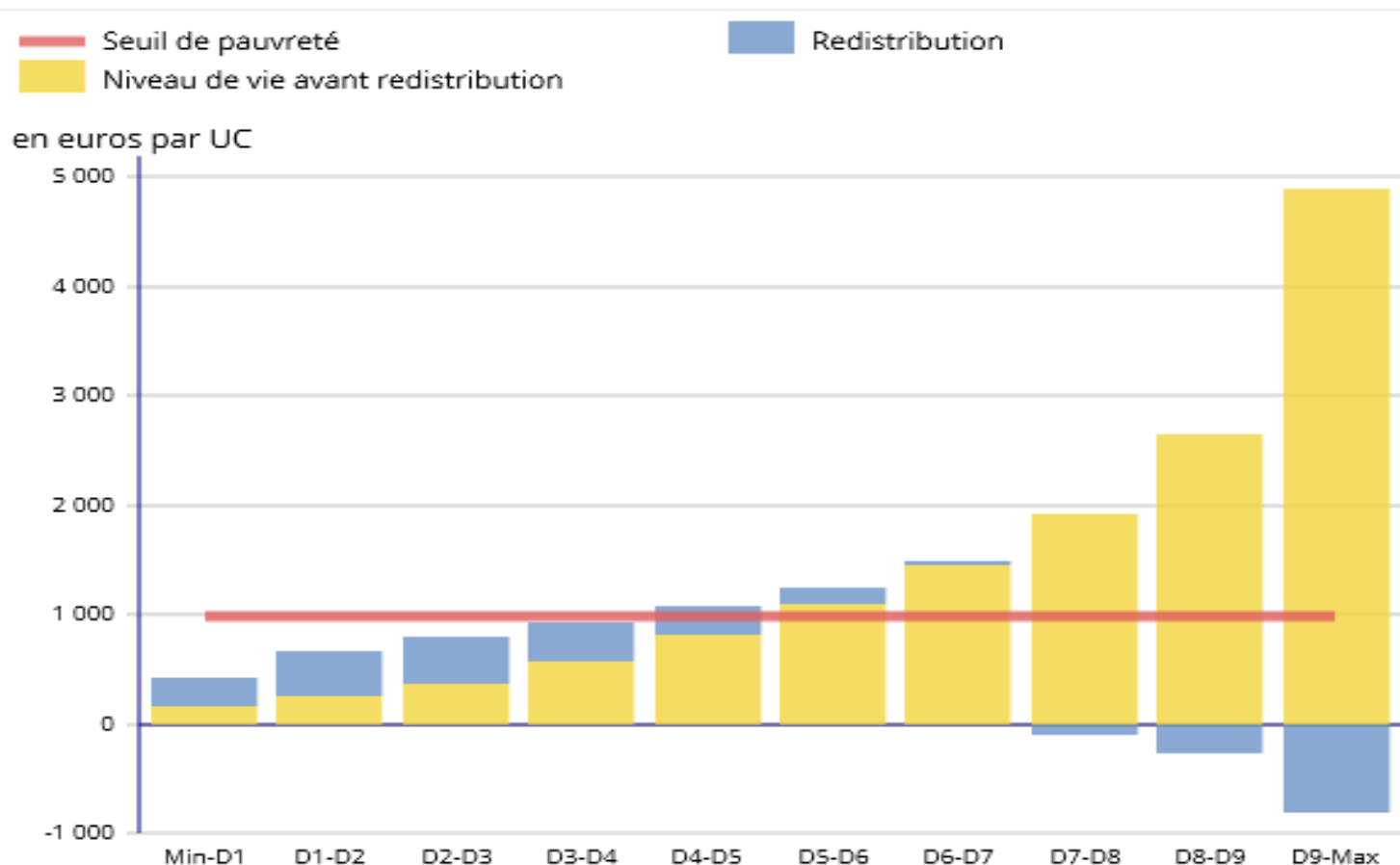
- Des inégalités importantes au sein même de la population réunionnaise
 - ✓ La deuxième région la plus inégalitaire de France après l'île de France en matière de répartition des revenus

Répartition des revenus à La Réunion et métropole, année 2014

	Indice de Gini	Part des revenus détenus par	
		les 20% les plus pauvres	les 20% les plus riches
Réunion	0,36	7	42
France	0,28	9	36

- ✓ Même si les mécanismes de la redistribution jouent à plein régime : une réduction des inégalités de 30% (51% de la population sous le seuil de pauvreté sans la politique de redistribution)
 - les 10 % les plus modestes disposent d'un revenu disponible moyen par UC de 160 euros par mois avant perception des prestations sociales et paiement des impôts directs. Après redistribution, ce revenu est de 420 euros.

Répartition des revenus à La Réunion avant et après redistribution, année 2014



Lecture : les 10 % les plus modestes de la population réunionnaise disposent d'un revenu disponible moyen par UC de 160 euros par mois avant perception des prestations sociales et paiement des impôts directs. Après redistribution, ce revenu est de 420 euros.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filasof) 2014.

- Des inégalités significatives entre sous-régions
 - ✓ Les sous régions Est et Sud sont les plus défavorisées : un taux de pauvreté respectivement de 46% et 43% principalement expliqué là encore par un défaut d'accès à l'emploi (niveau d'éducation et problème de mobilité géographique)

Pauvreté et taux d'emploi par sous-régions, année 2014

	Taux de pauvreté	Personnes pauvres	Niveau de vie mensuel médian	Indice de Gini	Taux d'emploi des 15-64 ans	Part dans la population totale des ménages fiscaux
	en %	en nombre	en euros par UC		en %	en %
Est	46	58 100	1 045	0,33	41	15
Nord	33	66 800	1 290	0,36	49	24
Ouest	37	78 800	1 195	0,36	46	25
Sud	43	128 200	1 095	0,35	43	36
La Réunion	40	331 900	1 150	0,36	45	100
France métropolitaine	14	//	1 640	0,28	64	//

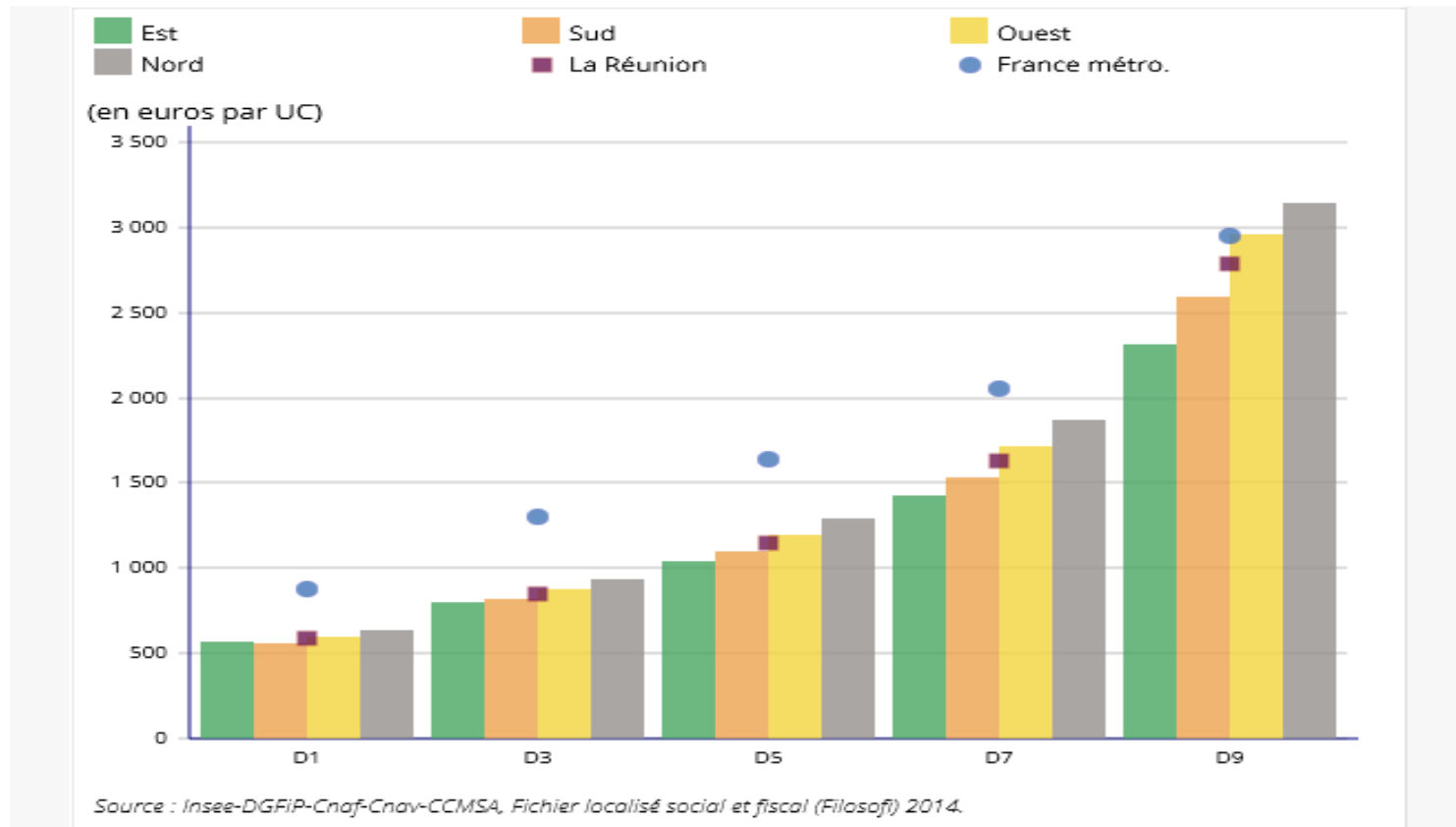
Notes : Les revenus sont calculés hors revenus financiers imputés. Le taux d'emploi des 15-64 ans s'entend au sens du recensement de la population.

Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi) 2014 ; Insee, Recensement de la population 2014.

✓ Mais une inégalité de répartition des revenus entre ménages plus prononcée dans les sous-régions Nord et Ouest

→ principalement expliquée par la présence plus nombreuse de cadres et de professions intellectuelles supérieures : une déformation sur les tranches supérieures de revenus

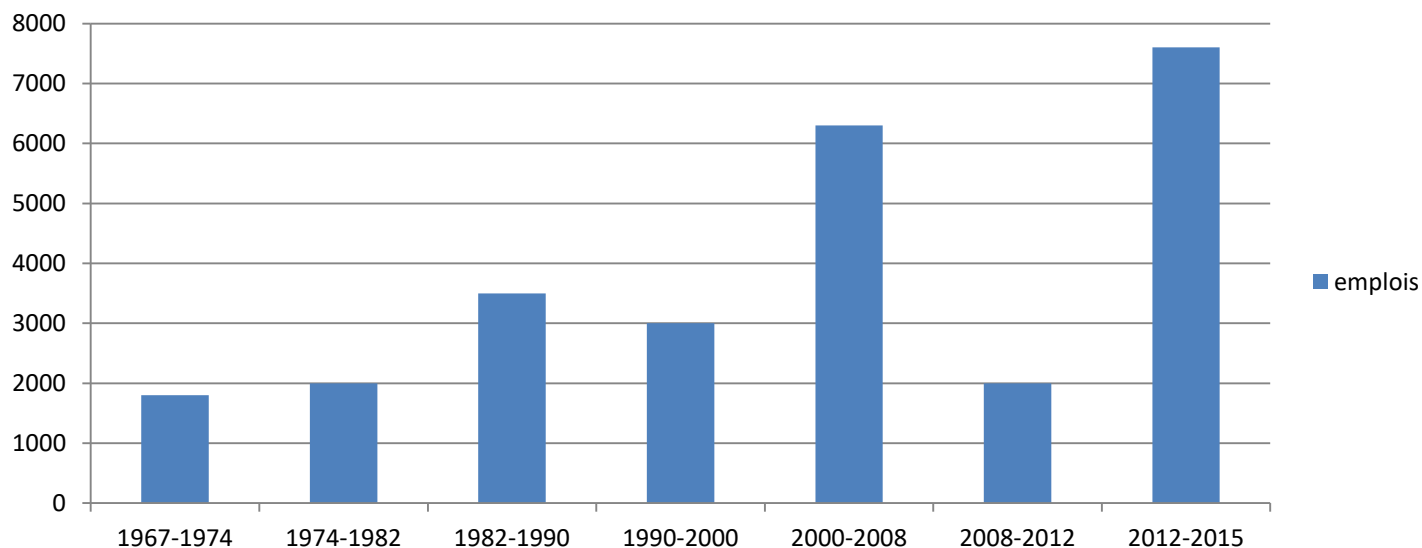
Niveau de vie moyen par sous-régions et par tranches de revenu, année 2014



Le chômage comme le signe le plus visible des limites du modèle économique actuel

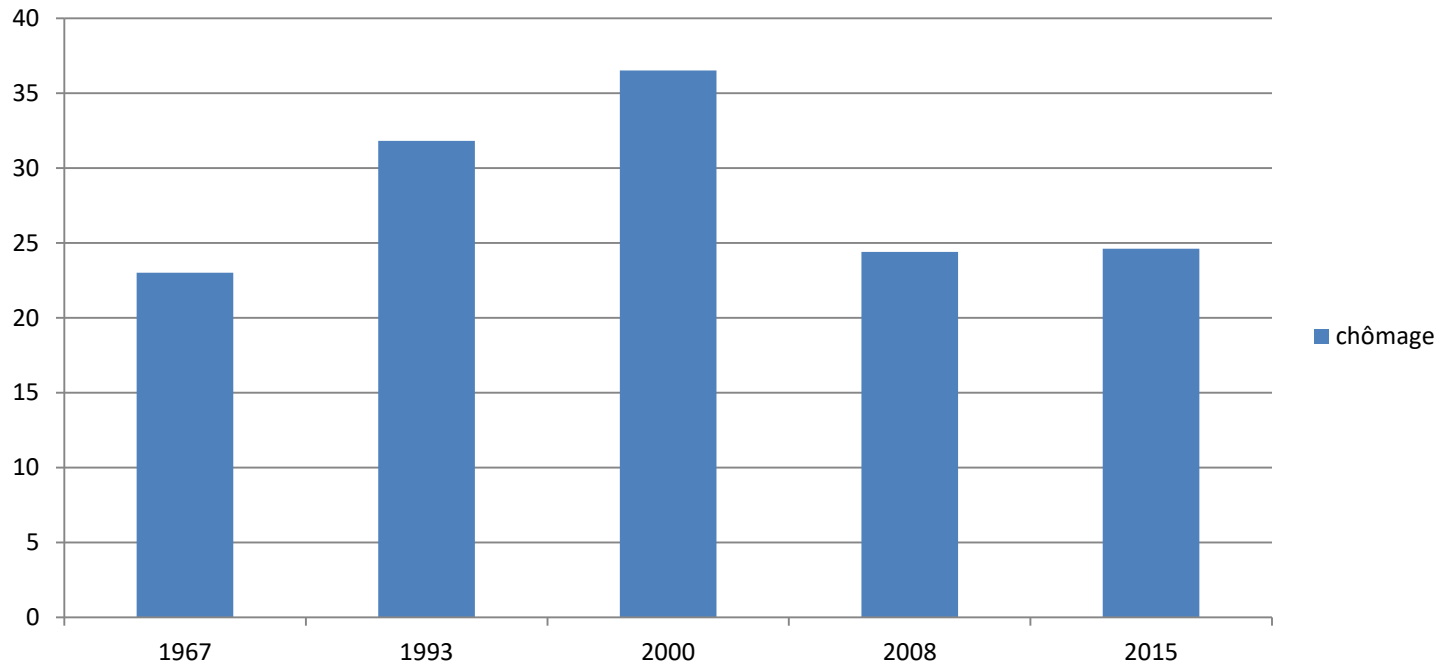
- Un paradoxe entre dynamisme économique et chômage
 - Une performance de croissance remarquable sur la longue période
 - ✓ Un taux de croissance annuel de 6% sur la période 1970-1990
 - ✓ Un nouvel élan significatif sur la période 1993-2008 avec un taux de croissance aux alentours de 5%
 - ✓ Le retour de la croissance après la crise de 2009-2010 mais à un niveau modéré de 2% sur la période 2011-2015
 - Une croissance généralement créatrice d'emplois

Création d'emplois par an à La Réunion par sous périodes



- Appuyée par une politique publique d'emploi très active depuis le milieu des années 1990 (emplois aidés, allègements de charges sectorielles ciblés, embauches publiques dans l'administration centrale et les collectivités territoriales)
 - la croissance des emplois aidés (principalement dans le secteur non marchand) comme un phénomène majeur de l'emploi dans les années 1990, 2000 et 2010
- Et pourtant aucune réduction notable du chômage sur la longue période

Evolution du taux de chômage pour La Réunion, 1967-2015



□ La théorie économique au service du paradoxe réunionnais

- La loi d'Okun

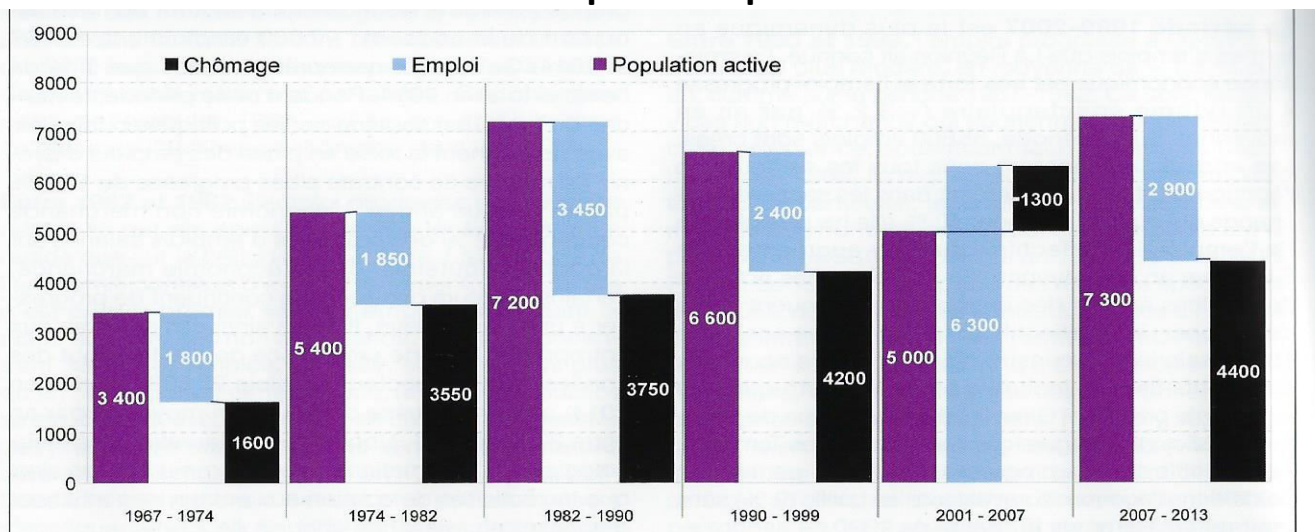
$$U_t - U_{t-1} = -\beta(Gy_t - Gy^*)$$

avec U_t et U_{t-1} = taux de chômage en t et en t-1

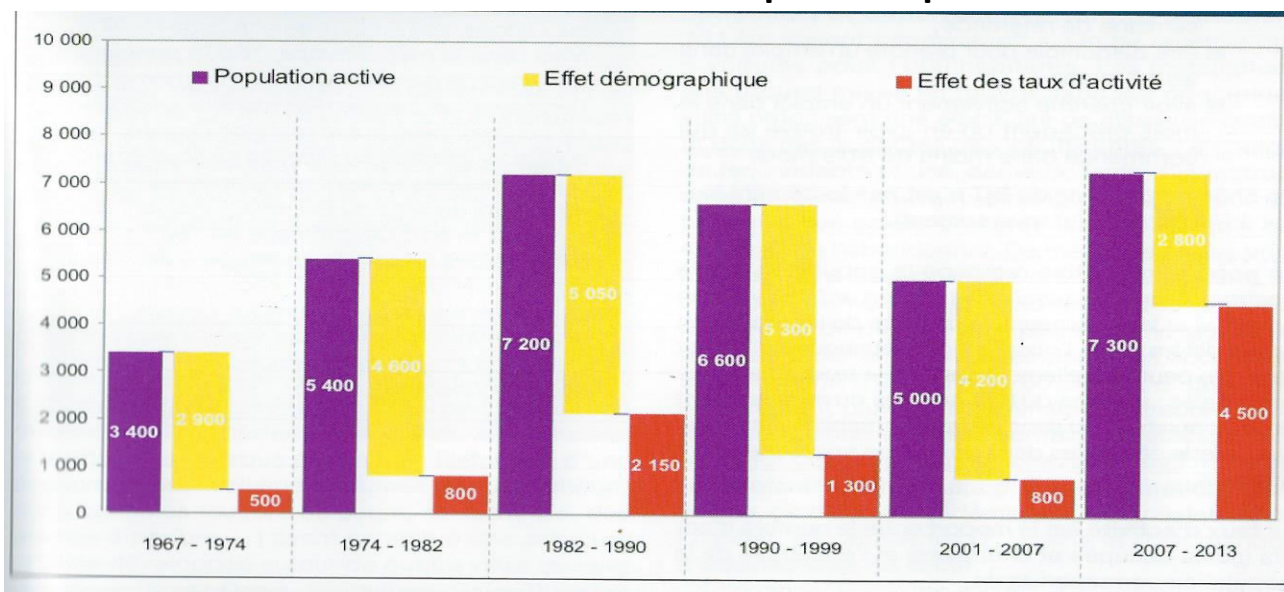
et Gy_t et Gy^* = taux de croissance observée et potentiel en t

- ✓ La croissance ne fait diminuer le taux de chômage que si elle dépasse un seuil critique donné par la croissance potentielle
- ✓ L'importance de la démographie et des gains de productivité
- Le paradoxe réunionnais n'en est pas un finalement
 - le combat contre le chômage était perdu avant même d'avoir commencé
 - ✓ Le rôle de la transition démographique : le rythme élevé de la progression de la population active guidé à la fois une forte croissance démographique et la montée du taux d'activité des femmes sur le marché du travail

Variation annuelle de la population active, de l'emploi et du chômage en niveau à La Réunion par sous périodes



Variation moyenne par an de la population active sous l'effet de la démographie et des taux d'activité à La Réunion par sous périodes



- ✓ Le rôle de la transition économique : un contenu en emplois de la croissance limité par les gains de productivité du travail élevés et la mise en place d'un processus de destruction/création au détriment des emplois peu productifs
 - une restructuration inter-branches des activités : une spécialisation vers les services au détriment surtout de l'agriculture (les années 1970/1980)
 - un processus de modernisation intra-branches : la modernisation des systèmes productifs à l'intérieur de chaque activité (principalement le secteur secondaire)
- Un exercice de prospective (CEROM, 2011) :
 - La Réunion condamnée à réaliser des taux de croissance forts sous condition d'une politique publique d'emploi aussi active qu'au début des années 2000

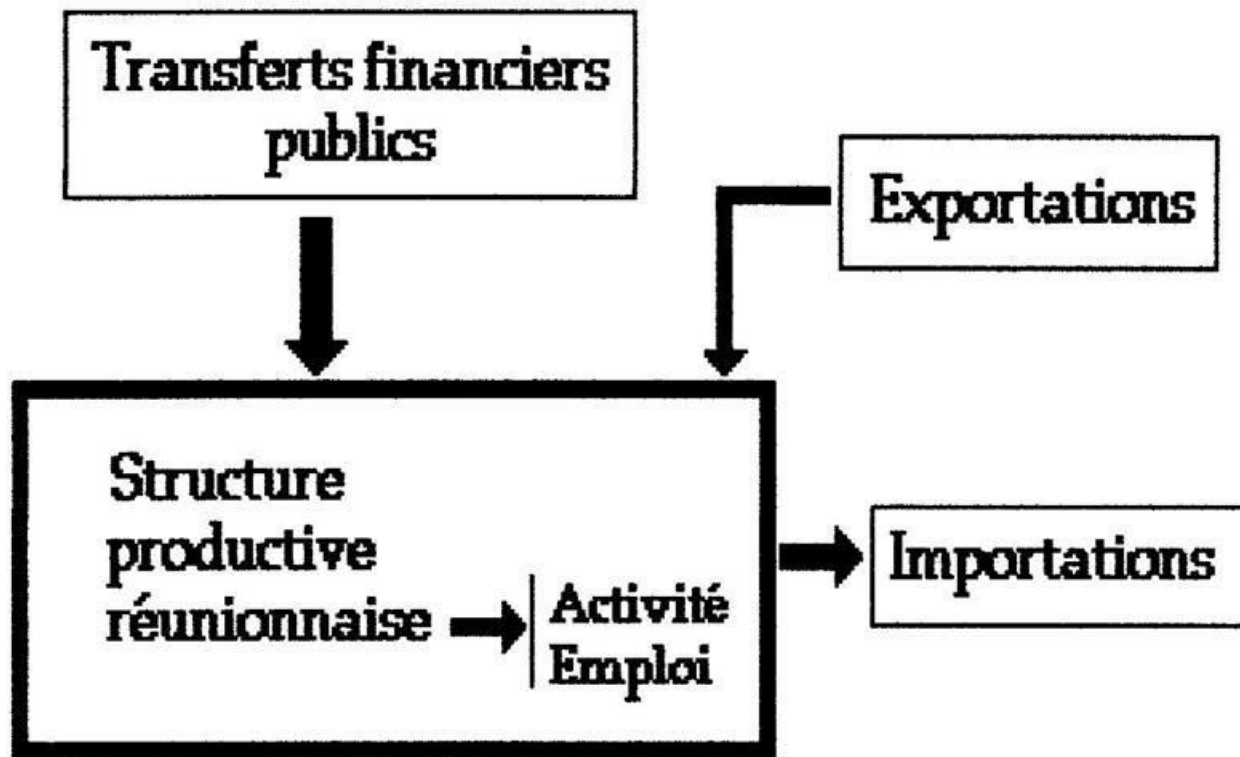
Calcul du taux de croissance critique qui stabilise le chômage pour La Réunion

	1974/1982	1982/1990	1990/1999	2000/2009	2010/2020	2020/2030
Croissance annuelle de la population active	3,60%	3,60%	2,80%	2,10%	1,20%	0,50%
Gains de productivité	3,70%	3,30%	1,70%	2,8%/1,8%	2,8%/1,8%	2,8%/1,8%
Croissance critique ou potentielle	7,40%	7,00%	4,50%	4,9%/3,9%	4,0%/3,0%	3,3%/2,3%
Croissance réelle	5,00%	6,00%	3,70%	5%		

La capacité du modèle actuel à soutenir une croissance forte

- Le résultat en termes d'activité et d'emploi : trois points déterminants
 - L'importance et la nature des transferts financiers publics (nationaux et européens)
 - ✓ Alimentent les revenus des ménages (salaires, prestations sociales)
 - ✓ Financent les dépenses en biens et services des entreprises (subventions)
 - ✓ Financent les dépenses des administrations (fonctionnement et développement des administrations centrales, de sécurité sociale et des collectivités locales)
 - L'efficacité de la structure productive réunionnaise
 - au travers des institutions, du capital technique, des connaissances, des savoir-faire, des comportements, des choix de politiques économiques ...
 - L'importance des exportations et des importations
 - le niveau de compétitivité des biens et services réunionnais sur les marchés externes et internes

Le modèle économique réunionnais schématisé



□ L'impact complexe des transferts publics

$$Y(K_{pr}, K_{pu}) + M = C + G + I_{pr} + I_{pu} + X$$

Avec Y = production locale, M = importations, C = consommation des ménages, G = consommation des administrations publiques, I_{pr} = investissement du secteur privé, I_{pu} = investissement du secteur public, X = exportations, K_{pr} = stock de capital privé, K_{pu} = stock de capital public

Les composantes du PIB réunionnais, année 2016

Le produit intérieur brut (PIB) à La Réunion et ses principales composantes

	2016(e)	Évolution 2015/2016		
	en milliards d'euros	Volume	Prix	Valeur
		en %		
Produit Intérieur Brut	18,12	3,1	0,0	3,1
Consommation des ménages	11,75	3,4	- 0,2	3,2
Consommation des administrations publiques	6,97	1,6	- 0,1	1,5
Investissement	3,76	6,1	- 0,6	5,5
Importations	5,03	6,4	- 2,5	3,7
Exportations	0,44	6,3	- 1,7	4,6

(e) : estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

- Un effet revenu à court terme qui entraîne une hausse importante de la consommation des ménages et des administrations publiques et des investissements publics
 - la consommation comme le principal moteur de la croissance économique réunionnaise
 - ✓ Le principe du multiplicateur keynésien à travers le surplus des flux de dépenses en biens et services qui entraîne une hausse du revenu à l'échelle du territoire
 - ✓ Mais ne fonctionne que si la production locale est capable de s'ajuster au surplus demande
 - ✓ Pour La Réunion l'ajustement a été pendant longtemps fait par les importations réduisant d'autant l'effet multiplicateur (c'est moins vrai aujourd'hui)
- Un effet accumulateur à moyen et long terme
 - dans le cas réunionnais cela a permis le début d'une industrialisation locale et le développement des services modernes
 - ✓ Des effets multiples débouchant sur la hausse ou la baisse du potentiel de production ...
 - ✓ ... Selon l'utilisation faite des transferts publics (la qualité des dépenses réalisées)

- Les perspectives pour le futur

- ✓ Au mieux une croissance plus modérée, au pire un plafonnement

- la part des transferts dans le PIB n'augmente pratiquement pas depuis la fin des années 2000 (45% en 2011)

- des alertes récentes : la baisse des dotations aux collectivités et la fin des emplois aidés

- ✓ Les raisons

- Un contexte de restrictions budgétaires nationales : une orientation plus libérale de la politique et situations de crise

- La fin du rattrapage social à la fin des années 1990 ... mais un débat relancé avec la loi d'égalité réelle

- Une concurrence accrue en matière de fonds structurels européens : l'ouverture à l'Est et Mayotte

- ✓ L'éternelle quête de transferts publics est-elle souhaitable ?

- Le problème de l'opportunisme de la classe politique : un moyen d'assurer un pouvoir personnel et politique sur le plan local (la logique impériale) et un argument électoral efficace

- L'entretien d'une mentalité de chercheur de rente (captation des subventions et des exonérations de charges sociales et fiscales)

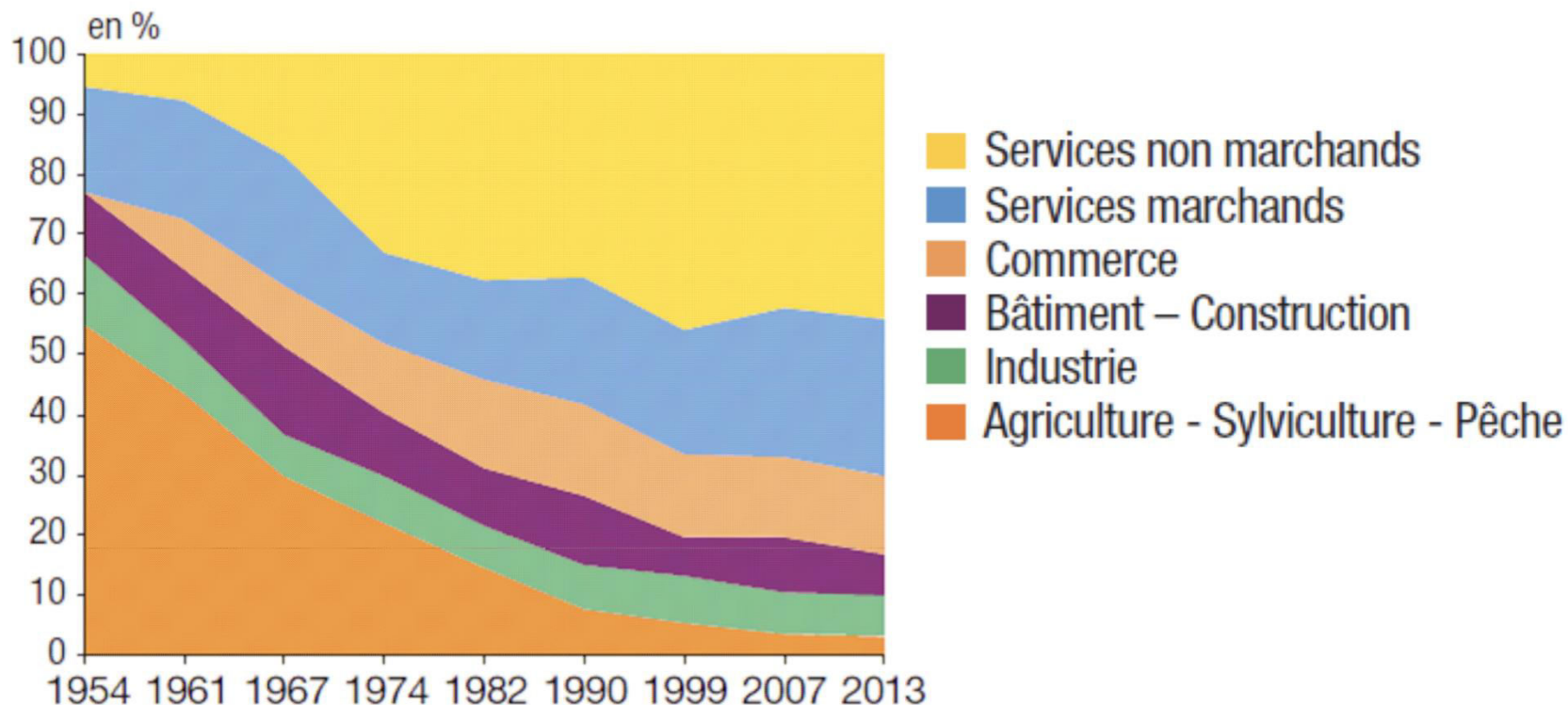
❑ Un réel succès sur le marché interne pour l'industrie locale

- Un succès relatif dû à la stratégie d'import-substitution lancée dans les années 1970 mais véritablement le début des années 1980
 - produire localement ce qu'on a l'habitude d'importer
 - ✓ Un secteur qui représente aujourd'hui 16500 emplois et qui continue sa croissance
 - ✓ Portant essentiellement sur une industrie légère (agroalimentaire et produits pour le BTP)
 - ✓ Un développement permis par la mise en place de dispositifs protecteurs (octroi de mer, défiscalisations, ...) et une demande locale en forte augmentation
- La part de marché interne pour les producteurs avoisine les 80%
 - ✓ Toutefois la limite est presque atteinte du fait d'un maximum naturel
 - ✓ Le pourcentage d'importations sur les marchés internes doit logiquement rester relativement fort sachant que cette part n'est pas si élevée (28% du PIB comme en métropole)
 - la nature même de petite économie insulaire (étroitesse du marché, absence de ressources naturelles, éloignement de certaines matières premières,)
 - ✓ L'instabilité du BTP dépendant étroitement de la commande publique
- Quelles perspectives pour l'avenir
 - ✓ Le développement de nouveaux domaines de substitution
 - la transition énergétique basée sur la production d'énergie avec les ressources locales (biomasse, mer, éolien, solaire, bagasse, ...)
 - l'économie circulaire basée sur la valorisation des déchets
 - ✓ Jouer la carte de l'ancrage territorial (économie de proximité, développement durable, sécurité alimentaire et traçabilité, ...)

❑ Les moteurs de la tertiarisation hors services publics

L'importance des services marchands et non marchands dans l'économie réunionnaise

Part de chaque secteur dans l'emploi total

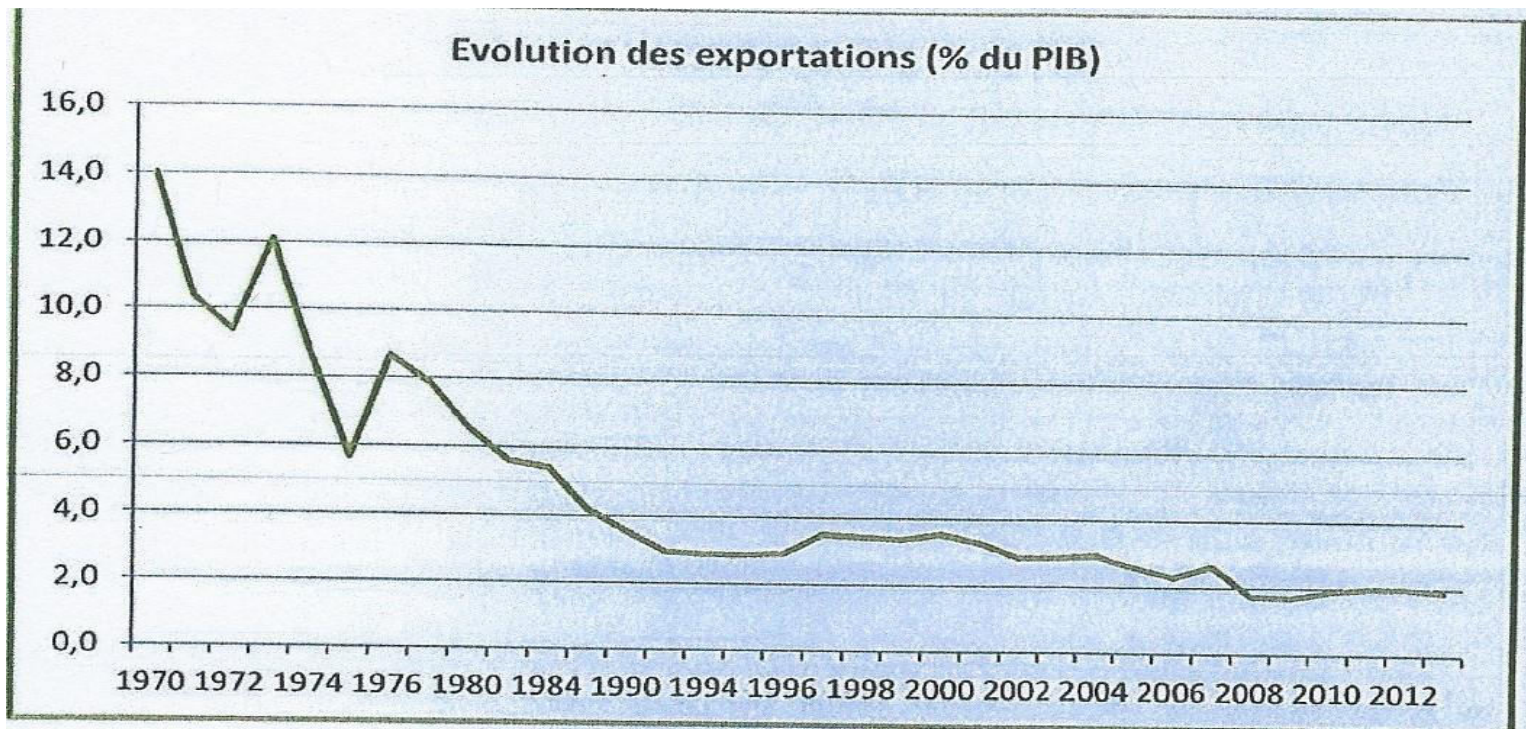


Source: Insee, Recensements de la population de 1954 à 2013.

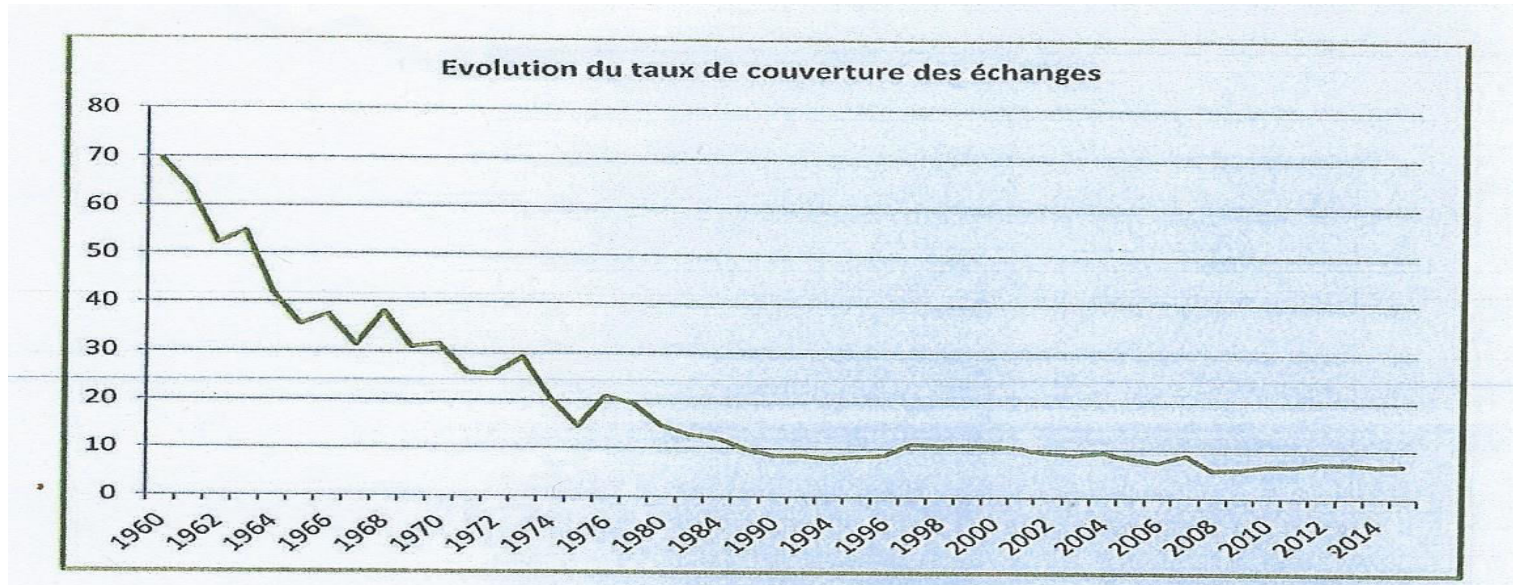
- Le développement rapide des services marchands (hors commerce et activités financières) : une tendance qui devrait se poursuivre
 - ✓ Principalement les services aux ménages (hébergement et restauration, activités immobilières, soins personnels) et dans une moindre mesure les services aux entreprises
 - ✓ Dopé par la hausse rapide du niveau de vie mais aussi par le développement de l'économie résidentielle (dans les zones rurales) qui nécessite la mise en place de services de proximité et le développement du numérique
- Le développement plus incertain de l'économie sociale et solidaire
 - ✓ Diverses formes (associations, coopératives, fondation, mutuelles)
 - ✓ Une vraie innovation sociale correspondant au contexte social difficile de La Réunion et au vieillissement rapide programmé de la population (la « silver » économie)
 - en phase avec le renouveau de l'économie de proximité (éducation, logement, entretien et réhabilitation des quartiers, insertion sociale et lutte contre la pauvreté, petits commerces, ressourceries et valorisation des objets délaissés, préservation des milieux naturels, services à la personne, services culturels et de loisirs, ...
 - ✓ Un développement significatif sur la période récente (près de 25000 emplois en 2015) mais qui sera fortement impacté par la fin des emplois aidés à l'horizon 2009

- Le « sous développement » des exportations de marchandises
 - Une diminution de l'importance des exportations de biens sur longue période (environ 300 millions d'euros en 2015) et en déconnexion totale par rapport à la hausse forte des importations (plus de 4 milliards d'euros en 2015)

L'évolution des exportations réunionnaises en % du PIB



L'évolution du taux de couverture de La Réunion



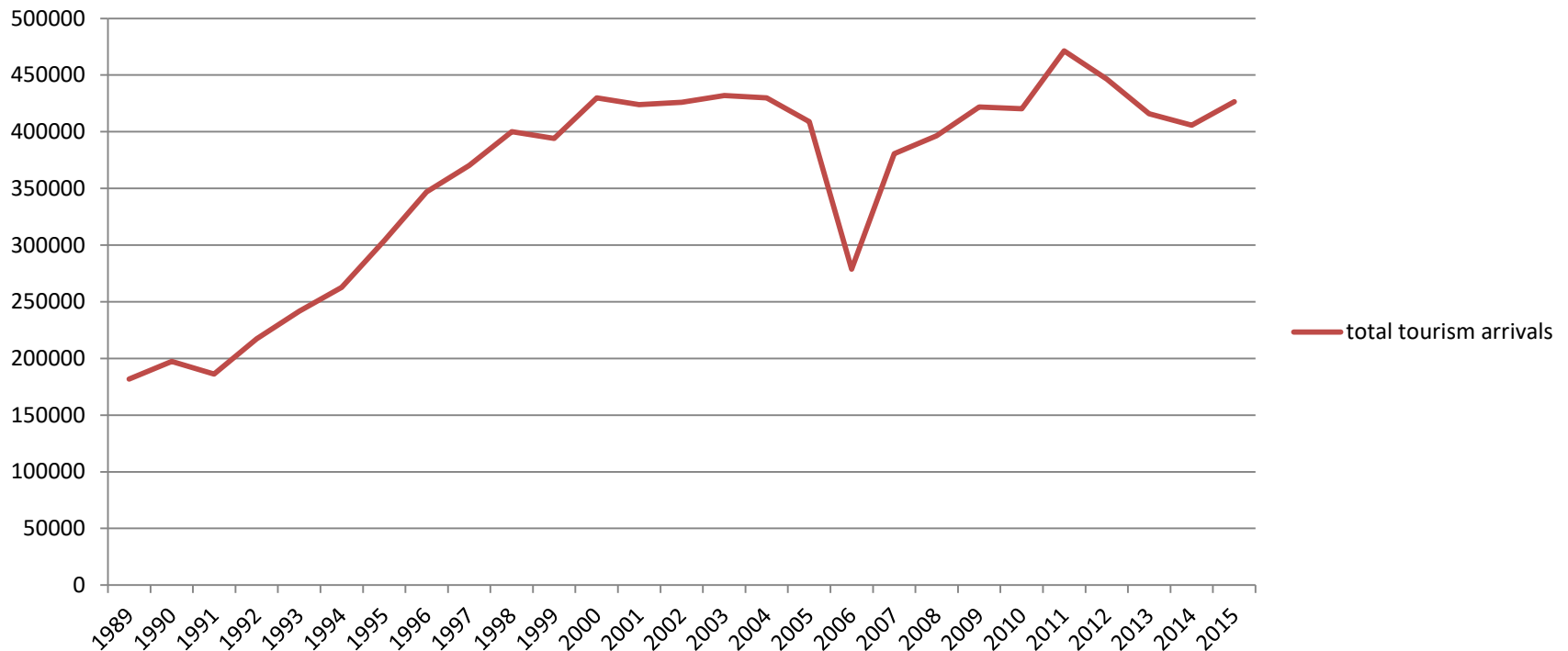
- Un résultat principalement expliqué par le déclin des exportations traditionnelles
 - ✓ Le déclin des exportations sucrières
 - le plafonnement des quantités produites (200000 tonnes environ) et la croissance faible du prix
 - une activité largement protégée et subventionnée : en 2015 pour une création de richesse de 13,8 euros la tonne, la tonne est payée aux planteurs 39,09 euros dont 22 euros de subventions de l'Etat
 - la libéralisation du marché du sucre européen dès 2017 malgré la compensation à court terme de l'Etat
 - ✓ Les autres produits agricoles traditionnels (vanille, géranium, vétiver) également en perte de vitesse
 - un défaut de compétitivité dû à leurs coûts de production

- D'où la nécessité d'un nouveau modèle agricole moins dépendant de la canne
 - ✓ Miser sur une diversification « relative » en s'inscrivant dans une démarche « biologique » de qualité
 - ✓ Une transformation sectorielle
 - opérer dans la filière canne un basculement du sucre standard vers les produits dérivés à plus forte valeur ajoutée (rhum, sucres spéciaux)
 - et surtout développer d'autres filières prometteuses (café, cacao, fruits, plantes médicinales, élevage)
 - ✓ Mettre en place les infrastructures nécessaires (du foncier supplémentaire, un système d'irrigation plus efficace, la protection des cheptels)
 - ✓ Favoriser les synergies avec l'industrie agroalimentaire
 - ✓ Une menace importante : la réduction des aides européennes
 - les annonces récentes sur la diminution du budget de la PAC et la baisse du POSEI pour les outre-mers
- Le blocage à l'export de l'industrie locale
 - ✓ Les exportations industrielles (hors filière sucre) pèsent pour 1% du PIB
 - ✓ Une conséquence logique de la stratégie d'import-substitution et du manque de compétitivité-prix lié à la distance
 - ✓ Une « solution » d'avenir : la conquête de nouveaux marchés sur la base de produits de qualité (bio, traçabilité, éco-efficacité)
 - pour l'agroalimentaire, les destinations régionales de tourisme haut de gamme (Maurice, Seychelles, Maldives ... et surtout le Moyen-Orient)

❑ Le développement chaoté du tourisme

- Une priorité depuis le début des années 1980 en accord avec les atouts naturels et culturels du territoire malgré le coût élevé de la destination
- Un véritable boom de la fréquentation sur les années 1980 et 1990 mais une stagnation depuis le début des années 2000
 - malgré tout la première exportation du territoire avec près de 250 millions d'euros

Arrivées touristiques pour La Réunion, 1989-2015



- Une menace importante : le tourisme insulaire à la merci du changement climatique
 - ✓ La Réunion, un territoire plutôt vulnérable aux conséquences du changement climatique, notamment sur les éléments de variabilité des précipitations et de cyclone ... sans négliger le blanchiment des coraux et les risques d'inondations
 - ✓ La mise en place de CORSIA fin 2016 pour réduire des émissions de CO2 du transport aérien international
 - une contrainte réglementaire supplémentaire non subie par les concurrents directs en matière touristique qui risque de dégrader encore plus la compétitivité-prix de la destination
- Que faire ?
 - ✓ Un recentrage nécessaire sur le tourisme domestique (population locale + tourisme affinitaire) si la dérogation au dispositif CORSIA n'est pas envisageable
 - ✓ La construction d'une identité touristique unique et éco-responsable dans une logique de marchés de niche
 - ✓ De toute façon la spécialisation touristique n'est pas envisageable

❑ Le pari sectoriel des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

- Un dynamisme certain sur le marché local (près de 2 milliards de chiffre d'affaires et 6500 emplois directs) mais peu d'exportations (environ 3 millions d'euros)
- Un gisement d'activités potentiellement exportables en propre mais aussi comme support pour le développement à l'international d'autres secteurs productifs (agroalimentaire, tourisme, énergie, éducation, santé, ...)
- Une vraie volonté politique de développer le numérique
 - une des priorités du Schéma Régional de Développement Economique, d'internationalisation et d'Innovation (SRDEII)
- Une menace importante : la concurrence de Maurice déjà très avancée dans le domaine
 - ✓ Un avantage en termes de coûts de production
 - ✓ Mais aussi en termes d'ouverture sur les réseaux anglophones
- La condition *sine qua non* pour un développement conséquent : l'éducation et la formation de haut niveau
 - le défi à relever est important : une grande partie de la population réunionnaise est « non qualifiée » (23% d'illettrisme, 50% sans le niveau BAC, 19% titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur)

En ouverture et pour alimenter le débat sur le modèle futur à adopter

La vraie innovation ne serait-elle pas finalement de nature institutionnelle : Statut de dépendance autonome et flexibilité stratégique